Chapitre 5

Les technologies de la reconnaissance : TIC, reconnaissances et gestion du paradoxe de la simultanéité.

Pascal Robert

Questionner la relation entre les TIC et la reconnaissance exige de revenir sur les propriétés spécifiques des TIC, car ces propriétés jouent inévitablement sur leur manière de travailler la notion de reconnaissance. Ces propriétés sont liées à la capacité des TIC à gérer ce que j'appelle *le paradoxe de la simultanéité* (Robert 2005, 2009 et 2015). Les différentes dimensions de cette gestion, nous allons le voir, nous offrent trois perspectives sur la notion de reconnaissance qui permettent d'en décliner trois formes singulières dans une démarche de modélisation conceptuelle critique (Robert 2009). Afin d'assurer et d'assumer une forme d'ouverture intellectuelle face à la notion de reconnaissance, je me situerai tout au long de ce texte volontairement loin de la théorie d'A. Honneth (2008), que nous ne retrouverons qu'en conclusion.

1 Le paradoxe de la simultanéité

Notre condition humaine est ainsi faite, qu'un homme, quelle que soit sa culture, ne peut pas être à la fois ici et ailleurs en même temps. Il ne peut pas plus être aujourd'hui et hier ou demain en même temps. Il ne peut que difficilement faire plus de deux choses à la fois et a fortiori un beaucoup plus grand nombre. Il ne peut exister à deux échelles et deux vitesses simultanément. Bref, cet homme est le jouet de contraintes biophysiques qu'il n'est pas *a priori* capable de dépasser, du moins en tant qu'il relèverait d'abord d'une nature. Mais l'homme n'est pas que nature, ou plutôt nous savons depuis longtemps que sa nature est d'être un être culturel.

C'est pourquoi chaque culture va apporter ses variations dans la proposition de solutions à, sinon la résolution, du moins le desserrement de ce problème complexe. Ce qui

n'empêche pas, bien évidemment, le partage de solutions communes : la mythologie en est une, qui, à travers le discours, offre aussi bien aux grecs de l'antiquité qu'aux indiens d'Amazonie la possibilité de mélanger des identités, d'être, grâce aux masques notamment, à la fois ceci et cela. Les drogues en sont une autre, à l'instar du peyotl qui autorise Dom Juan, le sorcier Yaqui de Castaneda (Castaneda 1973) d'être aussi un oiseau et se faisant de devenir capable d'être à la fois ici et là-bas, ici et ailleurs, à surveiller quelqu'un par exemple, où qu'il soit. L'architecture qui concentre, à Rome par exemple, au sein du si vaste Circus maximum (son hippodrome géant), l'essentiel de la population s'il le faut, offre à sa manière une possibilité de réinscrire le tout de la ville dans sa partie (Robert 2000-2001). Les monuments et les documents, instruments de voyage dans le temps, nous permettent un peu seulement, mais un peu quand même, d'être à la fois aujourd'hui et à Sumer, à Bouvines ou au chemin des Dames. Nos instruments scientifiques tels que les microscopes ou nos lunettes astronomiques nous permettent d'être à la fois à notre échelle d'homme doté d'un appareil de vision certes sophistiqué mais limité et à ces échelles qui ne sont véritablement accessibles qu'à un œil équipé. Avec l'un on voit le petit, le très petit, ce qui, jusque récemment nous échappait. Avec l'autre, on voit le très grand, que l'on pouvait certes observer à l'œil nu, mais que l'on voit incomparablement plus précisément avec une vision augmentée par la lunette ou le téléscope. Qui plus est, voyant plus loin, immensément loin dans l'espace on voit également loin dans le temps : deux manières de gérer la paradoxes de la simultanéité en même temps, ce qui est rare. Enfin, nos ordinateurs nous offrent l'occasion de traiter de l'information à une vitesse et en un volume incommensurablement plus grand qu'on n'avait pu le faire auparavant, quand bien même l'écriture déjà et dès la tablette mésopotamienne, nous permettait de traiter des volumes considérablement plus importants d'information que notre seul cerveau. Tablettes qui pouvaient circuler dans le temps et dans l'espace et participer ainsi à la réduction du paradoxe de la simultanéité.

Bref, les outils sont multiples et variés qui ont permis aux sociétés, dans toutes leurs différences, de traiter cette question et d'inventer des solutions, les différents *véhicules* dont nous venons de parler, qui permettent, nous l'avons vu, de relâcher le paradoxe de la simultanéité dans les dimensions de l'espace et de l'échelle, du temps et de la vitesse, de l'être, du faire et du nombre. Nous avons également vu que l'ordinateur constituait l'un des outils de cette vaste panoplie. C'est en fait le cas de toutes les TIC, quelles relèvent des télécommunications et leurs effets impressionnants de jeu sur l'espace, l'échelle et la vitesse ou de l'informatique et ses jeux non moins impressionnants sur le nombre et la vitesse, mais également l'échelle, sans parler aujourd'hui d'Internet qui, d'une manière ou d'une autre, offre un clavier qui touche toutes les dimensions de la gestion du paradoxe de la simultanéité, puisque le réseau de réseaux joue aussi bien sur l'espace, l'échelle, la vitesse, le nombre, le faire et désormais l'être.

Qui plus est, posséder la capacité à desserrer le paradoxe de la simultanéité offre à ceux qui la détiennent une immense source de pouvoir. Autrement dit, le pouvoir s'enracine également, voire d'abord, dans la détention, voire la confiscation de cette aptitude, ce qu'ont bien compris les « pouvoirs » politiques, économiques ou religieux qui n'ont eu de cesse de mettre la main sur les figures locales des véhicules de relâchement du paradoxe de la simultanéité quand, les voyant leur échapper, ils ne visaient pas

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577

à les détruire. Qui dit pouvoir dit également jeu avec le pouvoir et singulièrement le pouvoir de créer des asymétries : car celui qui détient l'un des véhicules de gestion du paradoxe de la simultanéité détient ipso facto un pouvoir d'instauration d'une asymétrie à son bénéfice. Il est, en effet, celui qui peut/sait faire quelque chose que les autres ne peuvent/ne savent radicalement pas faire. En ce sens les TIC, qui jouent sur toutes les dimensions, sont ce que D. Janicaud appelle un « effecteur de puissance », autrement dit, une arme au sens générique du terme. En ce sens également elles jouent sur la définition et l'approche de la reconnaissance. Car le pouvoir, nous a expliqué Michel Foucault entretient toujours une relation forte avec une certaine définition du savoir qu'il valide et qui le valide (Foucault 1975). Ou plutôt le pouvoir entretient une relation forte avec les modalités de connaissances qui constituent le savoir, quelles que soient ces modalités et quelle que soit la culture dans laquelle elles sont créées. Or, la connaissance nécessite que l'on explore et que l'on revienne à son point de départ (Latour 1985 et Robert 2005) : on fait une hypothèse, on construit un cadre théorico-méthodologique pour la valider (ou non) sur un terrain que l'on découvre ou un ensemble de données que l'on traite, puis l'on revient vers l'état initial pour les comparer. Qui plus est, bien souvent aujourd'hui, le terrain ou les données ont déjà été travaillées une première fois ; autant dire que l'on y revient. Bref, quel que soit l'angle par lequel on l'aborde la connaissance est toujours aussi une reconnaissance.

Or, le politique notamment ne fonctionne pas autrement, il explore et revient, que ce soit en géopolitique ou géostratégie, quelle que soit l'échelle, que ce soit dans le test d'une politique publique ou dans la récolte de l'impôt. L'impôt exige que, dans nos états contemporains, l'état nous (c'est-à-dire un grand nombre de citoyens) sollicite simultanément avec une fiche, que nous remplissons et retournons, puis nous recevons le montant à payer et nous renvoyons tout ou partie de la somme, avant que l'année suivante etc. Mouvement d'aller-retour donc, qui ne va pas sans production et usage de beaucoup d'information. Autrement dit, le pouvoir, se glisse dans l'utilisation de véhicules d'exploration des différentes dimensions de la gestion du paradoxe de la simultanéité, qui produisent tous à leur manière de la connaissance (qu'elle soit scientifique ou non peu importe ici) et donc, dans le mouvement même d'aller-retour, de la re-connaissance. C'est-à-dire différentes formes de reconnaissances, dont il nous faut désormais essayer de discerner les caractéristiques.

Nous allons distinguer la reconnaissance qui est liée à la gestion du paradoxe de la simultanéité dans les trois dimensions de l'espace et de l'échelle en majeure, ce qui n'exclut pas la dimension de la temporalité sous l'espèce de la vitesse en mineure : *reconnaissance tactique* ; la reconnaissance qui est liée à la gestion du paradoxe de la simultanéité dans les dimensions du nombre et du temps en majeure et de l'espace en mineure : *reconnaissance stratégique* ; et la reconnaissance qui est liée à la gestion du paradoxe de la simultanéité dans les dimensions du « faire » (en lien avec la précédente) et surtout de « l'être », toujours en majeure, qui a d'indubitable résonances dans la dimension temporelle en mineure : *reconnaissance par conscription.* Tactique, stratégique ou de conscription, cette approche de la reconnaissance renvoie à un vocabulaire stratégico-militaire. Pourquoi ? Parce que si la géographie, à suivre Y. Lacoste, « ça sert d'abord à faire la guerre », il en va de même pour l'information et la communication et leur équipement technique, on l'oublie trop souvent. Nous l'avons

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577

vu, les TIC sont des armes, c'est-à-dire des effecteurs de puissance, mais d'une puissance informationnelle qui ne produit pas une destruction mais un quadruple travail de renseignement, de guidage (des hommes –ordres- ou des machines –commandes), de gestion ou de dissuasion (Robert 2005). C'est l'une de leur dimension politique essentielle. La mobilisation de ce cadre à la fois stratégique (dans la perspective), technique (dans les véhicules –TIC) et politique (dans les enjeux) permet d'interroger à nouveaux frais, espérons-nous, la question de la reconnaissance.

2 De la reconnaissance du terrain ou la reconnaissance tactique

Les TIC offrent désormais de puissantes fonctions de repérage dans l'espace. Autrement dit, elles favorisent une réelle *reconnaissance du terrain* qui s'appuie notamment sur ce que l'on appelle aujourd'hui la géolocalisation (Nova 2009). Celle-ci n'est rien d'autre qu'une des propriétés des TIC actuelles à offrir un repérage dans l'espace [1]. Ce qui n'est qu'une manière de desserrer le paradoxe de la simultanéité dans la dimension spatiale en jouant sur l'échelle : car c'est en passant par le point haut du satellite géostationnaire ou à défilement que l'on peut localiser un mobile (téléphone ou véhicule). Qui plus est ce point haut est aussi celui qui arrose la zone la plus large : c'est donc celui qui offre la possibilité d'accéder à l'échelle la plus vaste [2], à très grande vitesse, qui permet de retrouver un point quelconque (ou presque) sur terre, dès lors que cette terre-là est équipée des infrastructures qui permettent de situer le mobile en question. Si nos TIC ne pouvaient pas jouer sur ce grand écart entre le réseau au sol et la position du satellite à une vitesse telle que nos sens ne l'enregistre pas (ou si peu), alors nous n'aurions pas pu développer nos systèmes de téléphonie mobile. Si, grâce à nos TIC nous ne pouvions pas un peu, un peu seulement, mais un peu quand même, être ici et là-bas en même temps sur le plan fondamental de l'infrastructure, en jouant sur l'échelle et la vitesse et donc l'espace, alors nous ne pourrions pas être aussi ici et là-bas sur le plan de la communication, qu'elle soit écrite ou audio-visuelle.

Ce n'est pas la fin de l'espace géographique comme on a pu quelque peu naïvement l'écrire, mais la transformation de la gestion du paradoxe de la simultanéité dans ses dimensions scalaire et spatiale par la vitesse, par de nouveaux véhicules qui transforment ce que nous appelions, à tout le moins dans notre culture, « espace ». En ce sens l'espace géographique ne peut pas disparaitre parce qu'il n'a jamais existé. Ce qui existe, c'est l'accès à ce que l'on va appeler « espace » comme résultat d'une exploration-construction du paradoxe de la simultanéité dans ses dimensions spatiale et scalaire par un ou des véhicules. Ce que l'on appelle espace géographique [3] n'est

1. Comme elles le font depuis toujours pour le temps, car chacune de nos TIC, ne l'oublions pas, est aussi une horloge, et les deux sont liés.

2. Où, pour parler en géographe, la plus petite, car il s'agit d'un rapport –mais nous conserverons le langage le plus partagé

3. Nous distinguons l'espace, qui est une construction intellectuelle, à l'instar de celui que peut engendrer une carte par exemple et le territoire, qui se parcourt et se ressent avec notre corps dans une exploration physique ; les deux peuvent être articulés lorsque l'on voyage –déplacement physique- à l'aide d'une carte –espace abstrait. Aujourd'hui, l'espace d'un jeu vidéo, construction intellectuelle abstraite peu être habillé d'un décor qui laisse à penser à certains joueurs qu'ils seraient immergés dans un territoire, confondant leur exploration virtuelle avec une exploration physique et corporelle. Un territoire s'habite, un jeu non –mais il peut en donner l'illusion (Robert 2014).

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577

la plupart du temps que le résultat d'une exploration-construction par ce véhicule singulier –fondamental et premier- en quoi consiste notre propre corps (et ses cinq sens). Il est en quelque sorte pour nous l'aune à laquelle on rapporte toutes les autres expériences, que l'on nomme en relation à ce référentiel, que ce soit l'expérience de la drogue, des transports physiques ou des TIC.

Autrement dit, les TIC construisent un nouveau référentiel qui prolonge celui de notre corps au point parfois de l'oublier ou à tout le moins de lui offrir l'accès à des échelles et des vitesses inaccessibles pour lui (comme celles du très grand ou du très petit). Or, notre corps est un outil de reconnaissance et notamment de reconnaissance du terrain, que l'on parcourt pour chasser et/ou cueillir des baies ou que l'on cultive, à moins que l'on n'y fasse la guerre, travail de terrain s'il en est, qu'on s'y enterre ou qu'on le chevauche. Nos TIC, dès lors, augmentent considérablement notre capacité à circonscrire, balayer et explorer le terrain. Ce qui aboutit à une double transformation : le terrain, quand bien même s'agit-il du monde ou de l'espace (stratosphérique), peut faire l'objet d'une reconnaissance incomparablement plus rapide (et renouvelée) et d'une granularité incomparablement plus fine à grande distance. Autrement dit, on peut savoir en temps réel beaucoup de choses et en détail sur quelque chose qui se passe loin de sa base. Ce qui correspond bien à une capacité à gérer le paradoxe de la simultanéité dans la dimension spatiale et scalaire grâce à la vitesse. Ce qui ne signifie bien évidemment pas une pure transparence géographique, les guerres d'Afghanistan ou d'Irak l'ont montré et le montrent encore, car il est encore toujours possible de se cacher, que ce soit en montagne ou en ville. Bref, l'aptitude développée est tendancielle et non absolue. Elle n'élimine ni le corps (qui doit encore être projeté sur le terrain pour confirmer les informations), ni le territoire, qui résiste encore et pour longtemps. Où il ne faut, justement, pas confondre, l'augmentation considérable des capacités de reconnaissance avec celle de faire plus globalement la guerre : c'est confondre les capacités de l'éclaireur, qui éclaire le terrain comme le font à leur manière les TIC, avec de véritables capacités de projection de force, ce qui est tout autre chose. Le passage au drone a valeur de test en l'affaire.

La fonction-frontière [4] (Robert 1996, 2005 et Madore 2011), nous l'avons vu sous un premier angle au chapitre 4, a toujours eu partie liée avec l'information (surtout) et la communication : passeport, carte d'identité nationale, fichiers de police etc. Cette fonction frontière a toujours été équipée techniquement, que ce soit de manière très concrète, avec une barrière, une guérite et des murs ou des fils de fer barbelés, ou que ce soit avec des TIC, des outils de télé-communication ou divers outils de traitement de l'information et de mise en fiches (écrites sur du carton ou informatisées). Elle passe également par une reconnaissance indicielle du corps, soit par le truchement de l'image (avec la vidéo-surveillance), soit par l'intermédiaire de signes biologiques (biométrie (Dubey 2008)). Autrement dit, garder la frontière, qu'elle soit ligne ou champ, revient à reconnaitre le terrain et ceux qui y circulent afin de filtrer le passage. Cette reconnaissance est celle de la surveillance ou celle de la dissuasion (Robert 2005), soit que l'on opère un tri parmi ceux qui veulent passer, entre ceux qui en ont le droit et ceux qui n'en disposent pas, soit que l'on suspende l'intention et que l'on retienne la décision de passer à l'action.

4. J'entends par là le fait de faire frontière, quel qu'en soit le mode.

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577

Désormais la fonction-frontière, quoiqu'on en dise parfois, s'exerce sur un nouveau terrain, qui n'est autre que celui du cyberespace lui-même. Car les TIC, montées en réseau de réseaux s'offrent comme une sorte de couche sédimentaire nouvelle, qui s'ajoute à l'espace géographique selon une logique qui n'est pas forcément celle de la copie, un « espace informationnel » qui possède aussi sa part d'autonomie. On a pu penser que cet espace informationnel serait la fin de la géographie et de ses contraintes propres [5], celles, bien lourdes de l'espace physique, rugueux, difficile, truffé d'obstacles, bref, bien loin d'un improbable espace lisse, dépourvu de frottement et qui pourrait optimiser transports et communication. On a pu penser, dans la même ligne, que cet espace permettrait ainsi de dépasser les frontières, voire de les supprimer et serait lui-même dépourvu de toute frontière. Or, d'une part, les réseaux reproduisent assez facilement dans l'espace virtuel les jeux de frontière qui existent dans l'espace géographique, poursuivant dans le virtuel la logique politique de la frontière : ainsi, la Chine ne se gêne-t-elle pas pour faire frontière sur Internet en bloquant le réseau de réseaux ou en développant ses réseaux et solutions spécifiques, facile à contrôler et à fermer si besoin est. Les effets frontières se révèlent également nombreux par ségrégation techno-sociale entre ceux qui appartiennent à tel ou tel groupe ou telle ou telle communauté (Bouhai, Saleh, Hachour 2014). L'univers virtuel en vient alors à multiplier les moyens de la reconnaissance du terrain –géographique ou virtuel. Or, l'espace virtuel du cyberespace, lui-même composé de données et de méta-données, ouvre toujours les conditions de possibilité à une sorte de logique de la reconnaissance généralisée, plus ou moins facilement actualisée selon les investissements financiers, techniques et humains consentis. La reconnaissance du terrain géographique classique doit jouer avec l'hétérogénéité qui sépare les deux logiques : l'espace géographique ne génère pas naturellement cette information dont se nourrit la reconnaissance. En revanche, ce que l'on appelle (appelait ?) le cyberespace, construit socio-technique de données et de méta-données et/ou d'information et de méta-informations, possède un véritable potentiel intrinsèque à la reconnaissance : ici, les deux logiques coïncident parfaitement.

C'est bien cet espace informationnel qui va être mobilisé par le deuxième type de reconnaissance, la reconnaissance stratégique. J'ai qualifié de tactique la reconnaissance qui touche de manière privilégiée aux dimensions spatiale et scalaire. Je qualifie de stratégique la reconnaissance, plus fondamentale encore, de la gestion du nombre et du temps ; plus fondamentale parce que les deux autres, celle de l'espace comme celle de l'être et du faire (que nous verrons au quatrième point) en dépendent.

3 La re-connaissance ou reconnaissance stratégique

Les TIC permettent également de gérer le paradoxe de la simultanéité dans la double dimension du nombre et du temps. Les vertus de l'informatique à gérer le grand nombre (d'hommes, de signes et des choses) est reconnu, sur le plan politique, depuis au moins *L'ordinateur au pouvoir* de Jamious et Grémion en 1976.

Cette gestion du grand nombre repose sur un travail statistique de mise en catégories (Desrosières 1993). Or, les catégories dans une société ne sont en rien immanentes, elles

5. Pour une présentation critique de telles approches, *cf.* Robert 2005.

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577

proviennent d'une activité de construction d'équivalences qui relèvent de la convention. Les catégories à travers lesquelles les hommes et les choses sont nommées, classées et comptées sont donc le fruit de logiques de rapports de pouvoir entre ceux qui définissent ces catégories et ceux qui les subissent. En France, pour l'essentiel, c'est l'état qui, historiquement, produit les statistiques. Les procédures d'objectivation – objectivées-objectivantes à défaut d'être objectives- en quoi consiste la définition des catégories légitimes relèvent donc d'une logique politico-administrative et non d'intérêts privés. A défaut d'être indiscutables, elles renvoient à une logique du service public comme producteur d'un bien commun dans lequel le statisticien est censé œuvrer dans l'intérêt général (Desrosières 2014). Quel que soit le degré de fiction d'une telle position, il n'empêche qu'elle n'est pas au service d'un intérêt particulier –si ce n'est celui de la statistique elle-même. En ce sens, l'état a pendant longtemps été le gestionnaire privilégié du paradoxe de la simultanéité dans les dimensions du nombre et du temps. En effet, l'état disposait seul des moyens assurant cette agrégation des données susceptible de produire des statistiques nationales notamment, c'est-à-dire rendant compte à travers leur synthèse d'états et de dynamiques globales : manière de faire entrer le tout dans la partie.

Le développement de nos TIC actuelles remet tendanciellement en cause ce mode de fonctionnement. En effet, l'avènement du réseau de réseaux (Internet) en vient à déstabiliser les monopoles publics (en Europe) ou privé (aux USA) instaurés sur les télécommunications aux XIX-XX° s. Si l'état continue à produire –comme jamais- de l'information statistique sur la société et sa propre gestion, il est concurrencé par des acteurs privés qui transforment le paysage informationnel. Autrement dit, l'état n'a plus forcément le monopole de production de l'information et donc de gestion du paradoxe de la simultanéité dans les dimensions du nombre (du grand nombre) et du temps.

Comme dans la dimension spatiale, cette gestion du paradoxe de la simultanéité a été historiquement réservée par l'état pour ses propres besoins et, dans une maitrise des techniques et des services qu'il mettait à disposition, au service non d'un public ou de publics, mais d'usagers abstraits tous potentiellement égaux –la logique du service public qui, étant au service de tous, n'est de fait au service de personne en particulier. Logique politique d'une équivalence abstraite qui est censée fonder le fonctionnement de la république (c'est aussi celle de l'école du XIX° s), une et indivisible (contre tous les types de fragmentation) comme vecteur d'un modèle de démocratie. Dans ce modèle le monopole de la violence par l'état ou le monopole de l'information ou, à tout le moins, de ses vecteurs est en soi légitime. Car sinon, c'est ouvrir la porte à la différence arbitraire, à l'instar de l'inégalité selon les richesses. Ici la démocratie ne vient pas *du* peuple mais vient *au* peuple par le truchement d'une élite rationnelle (les grands corps de l'état) qui met à sa disposition des outils et des services qui sont censés être les mêmes pour tous. Par l'intermédiaire du système scolaire (lycée-classes préparatoires-grandes écoles) le modèle est censé être accessible à tous, selon le seul critère des compétences intellectuelles. P. Bourdieu a montré que, de fait, il n'en n'était rien et qu'il y a loin de l'idée (le modèle) à sa pratique (beaucoup plus malthusienne). La gestion du paradoxe de la simultanéité passe dès lors par cet Etat et ses vecteurs qui offrent en quelque sorte un type d'instrument qui, par

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577

ses vertus de centralité-centralisation et d'équivalence générale, gère à sa manière la simultanéité : l'état ne gère pas des individus mais des masses, il est le lieu où le tout (le peuple), traduit statistiquement, entre dans la partie (l'état) et est en quelque sorte métabolisé en nation (avec l'aide des symboles). C'est la masse, mise en fiches (sans quoi la conscription est impossible et la levée en masse non plus), qui part en guerre en 14-18 et en 39-45, armée, ordonnée sous le symbole du drapeau et au son de la marseillaise. Le traitement de l'information et les réseaux est au service de cette mobilisation (Bertho 1981 et Griset 1991).

Ils le sont toujours de nos jours, mais la fonction-réseau comme la fonction-traitement de l'information se sont autonomisées du seul état et peuvent désormais être exercées par des acteurs privés –souvent dans une relation complexe, parfois non dépourvue d'ambigüité, avec l'état. Nous sommes, plus que jamais face à ce que j'ai nommé le *glissement de la prérogative politique* –GPP (Robert 2005). Ce qui n'est pas la fin du politique bien évidemment, mais le symptôme d'un déplacement du pouvoir politique. Politique en ce qu'il intéresse le mode de structuration de la société –que ce soit comme tout ou comme ensemble de parties. Le pouvoir se déplace parce que les outils du pouvoir ne peuvent plus être confisqués par le seul état. Quand bien même il reste un acteur essentiel, ne nous y trompons pas. Le déplacement consiste donc dans l'avènement d'une puissance de traitement et de circulation de l'information aux mains d'acteurs privés qui oscillent entre alliance et concurrence dans leur relation à l'état.

Ce n'est pas par hasard que l'on voit émerger les deux grandes questions de l'open data et du big data, qui ne sont que les étiquettes verbales de la recomposition tendancielle de l'espace informationnel et de production de données. L'open data, que l'on naturalise le plus souvent comme la « bonne » modalité d'existence des données numériques en démocratie, renvoie directement à un autre modèle de la démocratie, typiquement américain, dans lequel le poids de l'état doit constamment faire l'objet d'une relativisation par ce que D. Boorstin (1991) appelle les communautés (au sein desquels vivent les individus) : l'état ici, n'est pas garant d'un ordre du savoir et de l'organisation, mais tout au contraire, sous le regard suspicieux de communautés auxquelles il doit rendre compte, il semble toujours au bord de l'abus de pouvoir contre le peuple (sur les racines possibles de cette idéologie, *cf.* Joannidès et Jaumier 2013). Car l'open data est censé s'inscrir dans cette ligne : restituer au citoyen ses données afin qu'il puisse se les rapproprier afin, d'une part, que l'état (au sens large y compris les collectivités territoriales) n'en abuse pas et que, d'autre part, le citoyen puisse inverser le principe de surveillance. Non pas un état qui profite de ces informations pour tout connaitre de nous, mais un état soumis au contrôle de tout un chacun. Vision idéologique, bien évidemment, qui oublie que « ce tout un chacun » ne concerne que quelque uns et parmi ceux-ci nombre d'officines qui vont en profiter pour gagner de l'argent. Car, à l'inverse, dans ce modèle l'entreprise n'est pas vu comme un lieu de pouvoir –ce qu'elle est pourtant tout autant que l'état. Bref, le déplacement du pouvoir s'exerce sous couvert d'une supposée « démocratisation » de la société qui renvoie plutôt au glissement vers un autre type de démocratie dans lequel l'état pèse moins et l'entreprise pèse plus. De fait, il s'agit plutôt d'un renforcement des instances et des logiques non-démocratiques au sein de la société puisque les entreprises ne sont

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577

en rien démocratiques –et moins que l'état qui doit rendre des comptes à la représentation nationale et aux électeurs-, sauf à confondre, dans une idéologie ultra-libérale, l'acte d'achat ou le fait de cocher une case avec un vote, ou confondre la concurrence entre entités non-démocratiques (l'entreprise est hiérarchisée et appartient à son ou ses propriétaires) avec une forme de démocratie.

Autrement dit, la reconnaissance glisse elle-même d'un modèle centralisé –reconnaissance par l'état qui était l'instance ultime (quand bien même il en allait souvent d'une délégation) de qualification et de certification (Diplômes, Afnor, AOC etc (Stanziani 2005)), à une reconnaissance par des entités privés (agences de notation, qui évaluent désormais les états). Où l'on passe d'une reconnaissance par l'état –sur le mode du diplôme national- à une reconnaissance par des communautés, des groupes autolégitimés sur Internet, qui multiplie les aunes de l'évaluation (Hibou 2012) et aboutit à la fois à sa dissémination comme à sa fragilisation. La reconnaissance stratégique glisse alors d'une instanciation précise, délimitée et discutable (quand bien même ne l'était-elle pas assez), à une instanciation multiple, floue et indiscutable –puisqu'il suffit de créer son petit groupe à coté lorsque l'on n'est pas d'accord et de proposer ses propres critères dans lesquels le groupe se reconnait- au service de leaders auto-proclamés ou élus par acclamation (la e-réputation).

Les deux modèles coexistent et ne se substituent pas l'un à l'autre ; ils deviennent seulement les deux pôles d'un continuum et, paradoxalement se renforcent l'un l'autre, car l'on peut toujours exciper de l'existence (négative) de l'un pour soutenir l'autre. Le citoyen est dès lors pris entre un Etat qui renforce son contrôle, sous prétexte d'une efficacité gestionnaire aux critères issus du privé et des logiques privatives qui, de manière arbitraire, s'autorisent à distribuer des bons points, à eux-mêmes et à ceux qui leur ressemblent, exigeant de l'autre une tolérance qu'elles ne sont pas forcément prêtes à lui octroyer. La reconnaissance est ainsi transformée au grès du Gp. Car, si le GPP signifie la fin du monopole de gestion de la société par l'état, il signifie aussi un mouvement plus global de (ce que j'appelle la) *gestionnarisation* (Chapitre 4) : au lieu d'avoir un état instituteur d'un modèle de management à la croisée de la rationalité de l'ingénieur et du progrès social, on glisse vers un modèle de management issu du privé qui instaure la gestion comme cadre *a priori* du fonctionnement social en général. Les TIC ouvrent sur cette logique de la gestionnarisation par reprise en main des pratiques gestionnaires existantes (dont celle de l'état, qui reste un acteur-clé) et l'extension du domaine de la gestion. Elles deviennent de véritables « outils de vérité » qui reconfigurent les manières de faire héritées comme elles inscrivent dans la logique gestionnaire des activités qui y échappaient jusque là (chapitre 4).

Il nous reste maintenant à nous demander si cette gestionnarisation du « faire » ne déborde pas sur une véritable gestionnarisation de « l'être ».

4 La reconnaissance gestionnaire de l'individu ou la reconnaissance par conscription

Cette extension de la logique de la gestionnarisation va jusqu'à la gestionnarisation de soi : une reconnaissance de soi par soi qui passe par le détour des réseaux et qui offre, en retour, à ces réseaux des données susceptibles de nourrir un nouveau champ

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577

à la gestionnarisation, celle de l'individu. L'une des questions de fond de toute société est toujours celle de la mobilisation des individus afin, justement, qu'ils n'en soient pas, ou si peu ou qu'ils se pensent *a priori* à travers une autre catégorie, collective celle-là. Ce que l'on peut appeler la *conscription* des individus. Conscription de masse telle que l'a connue la nation par le truchement de l'armée, que ce soit en temps de paix ou pour alimenter la guerre. Conscription obligatoire, quand bien même elle n'est pas forcément subie, quand bien même elle peut relever d'un consentement par identification à la nation, en danger et qu'il faut défendre. Cette conscription là n'est plus à l'ordre du jour, puisque le service militaire a disparu. Cette conscription valait comme reconnaissance de la citoyenneté de celui qui était appelé sous les drapeaux et qui, au péril de sa vie, était prêt à sauver la nation. Cette conscription, nous l'avons vu, exigeait un enrôlement, un enregistrement, une mise en fiches et dossiers, bref, une inscription administrative elle-même massive.

Toute inscription ne vaut pas forcément conscription, mais on peut légitimement se demander si elle ne mène néanmoins pas à une ligne de pente qui est celle de la conscription, de l'ordre d'une sorte de réquisition. Or, nos réseaux sollicitent très souvent notre inscription, que nous nous inscrivions, que nous remplissions bien plus souvent qu'auparavant des formulaires. Et si la logique du formulaire a connu ses heures de gloires avec ceux de la sécurité sociale (l'état au sens large), la multiplication de ces formulaires aujourd'hui, la prolifération des inscriptions de nos jours renvoie à des stratégies d'entreprises privées et donc à une nouvelle logique de la conscription, mais cette fois pleinement volontaire, celle d'une *auto-conscription (qui est une participation active à une conscription opérée par des entreprises privées)*. Car rien, sinon le conformisme social –et c'est beaucoup-, ne nous force à accepter cette pratique de l'inscription. Mais l'acceptant, nous entrons dès lors aussi dans celle d'une conscription : sans quoi nous risquons un déficit de reconnaissance, un manque dans le même qui ferait de nous une inacceptable différence. Il est ainsi difficile aujourd'hui pour un adolescent, dont la socialisation passe comme hier par ses pairs, de ne pas être sur facebook ou instagram ou d'être privé de téléphone portable, car c'est effectivement prendre le risque d'une désocialisation. En ce sens la conscription réseautique devient difficilement évitable, si elle n'est pas obligatoire. Chercher un emploi en faisant l'économie des réseaux, c'est se priver de nombre d'opportunités d'une part et risquer, là encore, d'apparaitre comme excessivement décalé, voire inutilement technophobe, d'autre part (Hermès 59).

Cette *conscription réseautique* permet de gérer le paradoxe de la simultanéité dans la dimension de l'être : que l'on soit un adolescent qui se cherche entre Je et Autrui, dans la relation fusionnelle à l'autre que l'on peut densifier considérablement en utilisant massivement les réseaux pour sa communication quotidienne, ou que l'on soit un jeune adulte (ou moins jeune d'ailleurs) qui doit s'insérer sur le marché du travail et montrer sinon son conformisme du moins sa conformité à ce marché en utilisant là aussi les réseaux pour intensifier les opportunités de contacts professionnels à moins que l'on ne soit en train, là encore, de développer des stratégies d'insertion sur le marché amoureux en multipliant là aussi les opportunités de contacts. Tout devient tendanciellement marché dès lors que la relation est construite comme un rapport offre/demande à optimiser. Et les TIC deviennent alors un remarquable

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577

ensemble d'outils de cette optimisation, puisqu'elles permettent effectivement de densifier/intensifier les occurrences de relations, grâce aux données, aux méta-données et aux moteurs de recherche (au sens large) qui permettent de les mouliner. En ce sens elles sont d'excellents outils de gestion du paradoxe de la simultanéité dans la dimension de l'être, à condition d'accepter que cet « être » soit réduit à son inscription, à sa description, à sa conscription –gestionnarisé donc- au sein d'un paysage informationnel, au coté des choses et des signes, à condition également d'accepter que cet « être » soit mobilisé dans la logique de l'offre et de la demande du marché généralisé et participe ainsi à la généralisation d'une reconnaissance elle-même gestionnarisée.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit à terme : de la gestionnarisation de la reconnaissance elle-même. Celle-ci n'est plus un processus social basé sur la réciprocité ou dont on constate l'échec lorsqu'il ne l'est pas, engendrant alors une asymétrie négative et donc le mépris (Honneth). Non, elle devient un processus qui, certes, reste social globalement, mais également socialement équipé, instrumenté par des TIC qui permettent d'en transformer le jeu en l'intégrant à une logique de marché. Car les TIC réseautiques, en réduisant le paradoxe de la simultanéité, nous l'avons vu, dans les dimensions de l'espace/échelle et temps/vitesse, peuvent effectivement remarquablement simuler la logique du marché, celle de la « loi » de l'offre et de la demande : la multiplication des sites d'échanges, de transaction, de troc, repose sur cette capacité des TIC à confronter offre et demande, comme sur un marché, mais avec cette différence que les choses ou les êtres ne sont pas présents en tant que tels mais sous forme de traductions informationnelles, données et méta-données qui laissent toujours des traces de l'interaction ; logique de l'inscription et de la conscription, nous venons de le voir. Autrement dit, ce marché n'est pas gratuit, au contraire de ce que peuvent nous laisser croire certains économistes, mais se paie socialement, par de l'image et des données. Gestionnarisation de l'interaction donc. Or, il n'y a pas de marché sans évaluation de ce qui est proposé par celui qui vend comme par celui qui achète. Evaluation qui, justement, tend à se généraliser aujourd'hui (Hibou 2012), d'autant plus que les TIC permettent, par les traces, les données et méta-données une évaluation chiffrée, mesurée et enregistrée. L'évaluation est ainsi de moins en moins qualitative –ce qu'elle reste aussi-, et devient de plus en plus quantitative –y compris dans la relation amoureuse. Ce qui signifie que la reconnaissance, qui est à la base de l'amour par exemple (car comment être amoureux sans reconnaitre l'autre ?) est pour le moins redevable elle aussi d'une saisie moins sur un mode moins qualitatif que quantitatif, mesurée, gestionnarisée dans une logique de marché.

La relation de soi à soi ne peut qu'être inquiétée dès lors qu'elle transite par les réseaux, puisque, d'une certaine manière elle n'existe plus : elle est automatiquement prise dans une logique de la visibilité, sous le regard des autres. Ainsi, le selfie ne peut rester une relation de soi à soi, bientôt transmis sur les réseaux : je ne me prends en photo (de moins en moins seul/e semble-t-il) que pour les autres. La médiation même de la machine connectée, sa simple existence, en dehors de toute volonté de manipulation, a le potentiel d'introduire un détour par l'autre qui a beaucoup de mal à ne pas être actualisé par les plus jeunes. Il en va d'une sensibilisation à un potentiel offert par la technique qui montre moins une capacité de réappropriation de la technique, qu'un *apprivoisement social des individus par la technique* auquel ils

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577

ne peuvent que bien difficilement résister –et pourquoi y résister si l'on ne discerne aucun problème ?

Conclusion

Au final, cette réflexion nous amène à nous demander si l'on ne serait pas face à un glissement des TIC comme techniques de la reconnaissance à la reconnaissance de la technique. Car la reconnaissance sort si peu indemne de cette rencontre avec la technique que l'on peut, en effet, légitimement s'interroger sur leurs relations. On pouvait s'attendre à ce que la technique fasse l'objet d'une réappropriation si forte que la reconnaissance elle-même en viendrait à la mettre au pas (version optimiste de la sociologie de l'usage, non critique par position). On pouvait également penser qu'un nouveau dialogue allait s'ouvrir entre les deux dans lequel la reconnaissance aurait interrogé la technique –montrant qu'elle ne pouvait exister sans elle-, et dans lequel, à l'inverse, on aurait pu souligner que la technique travaillait à recomposer la reconnaissance. Notre raisonnement nous a mené plus loin encore, à l'orée de ce que certains, inversant volontiers les rôles [6], confondent avec du déterminisme technique. Car il nous semble que nous sommes face à une forme de « reconnaissance de la technique », de son potentiel par des individus socialisés dans un milieu technique, qui les empêche de prendre une distance critique par rapport à ce dernier. Bref, il en va d'une reconnaissance de la technique par un processus de naturalisation de la part d'individus et de groupes qui, de facto, baignent dans ce que j'appelle un *impensé informatique, des TIC et du numérique* qui est aussi, en l'occurrence, un *impensé de ces technologies comme technologies de la reconnaissance*. Apprivoisés par leur milieu technique (ils se le sont « réappropriés » si l'on veut), ils ne prennent aucune distance critique (Walczak 2014), ne cherchent ni ne trouvent aucun cadre d'intelligibilité qui leur permettrait d'en produire, seules restent les capacités des TIC –effectives et c'est bien pourquoi elles sont un tel enjeu pour nos sociétés- à desserrer le paradoxe de la simultanéité dans ses différentes dimensions. Ce qui est reconnaitre leur pouvoir de fait, mais non reconnaitre ni penser leurs enjeux politiques en tant que technologies de la reconnaissance.

Axel Honneth distingue ce qui relève, dans l'approche de J. Habermas, de l'agir communicationnel de ce qui renvoie à la dénonciation du processus de rationalisation (Honneth 2008). Il souligne qu'il se situe, quant à lui, dans la ligne de l'approfondissement de la question de la communication comme dépassement de la seule rationalité linguistique, sans jamais véritablement s'inscrire sous l'horizon de sa rationalisation dans une logique de la zwäckrationalität, de la rationalité par rapport à une fin qui gouverne le déploiement de la technique dans notre société comme le J. Habermas de *La technique et la science comme idéologie* (1973) l'avait bien montré. Je me demande si A. Honneth n'est pas voué, en définitive, à manquer la question décisive que posent nos TIC, nous l'avons vu, à savoir celle de la rationalisation technicienne de la reconnaissance ou plutôt de sa réquisition par le mouvement de gestionnnarisation sous couvert d'impensé par les TIC comme techniques de la reconnaissance. Ce qui aurait tendanciellement pour effet d'amortir considérablement, voire d'éteindre, la charge

6. Car nous avons montré (Robert 2007) que c'est la sociologie de l'usage qui, quoiqu'elle en ait, rebondissant d'une technique l'autre, relève, paradoxalement, d'un véritable déterminisme technique.

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577

critique supposée du concept de reconnaissance, dont on peut raisonnablement se demander, dès lors, s'il ne risque pas d'être détourné par l'idéologie managériale (Pezet) à son profit comme révélateur d'un manque qui requiert simplement un accompagnement de compensation en termes de politique de gestion de ressources humaines, elle-même éventuellement fortement équipée en TIC. Il serait alors à craindre que le concept à vocation critique ne soit converti en outil de diagnostic et ne favorise ainsi le déploiement de TIC comme supports pratiques de sa mise en œuvre, ce qui ne ferait que renforcer le processus concret de la gestionnarisation, en tout impensé et de manière somme toute totalement a-critique. J'espère sincèrement me tromper.

Bibliographie

Références pour la section 5.1

Castaneda, Carlos, *Voir. Les enseignements d'un sorcier yaqui,* Gallimard, Paris, 1973.

Foucault, Michel, *Surveiller et punir*, Gallimard, Paris, 1975.

Honneth, Axel, *La société du mépris,* La Découverte, Paris, 2008.

Latour, Bruno, *Les « vues » de l'esprit. Une introduction à l'anthropologie des sciences et des techniques,* Centre de recherche sur la culture technique, Neuilly-sur-Seine, 1985.

Robert, Pascal, 1996, « Technologies de l'information sans frontières ? la fonction-frontière à l'épreuve des technologies de l'information et de la communication », TIS, vol. 8, n3, Dunod, Paris, 1996, p. 213 à 242.

Robert, Pascal, « Le MOTIF, de l'informatique comme moteur d'inférence et de gestion de formes », *Solaris*, `http://www.info.unicaen.fr/bnum/jelec/Solaris,` Hiver 2000-2001,

Robert, Pascal, *La logique politique des technologies de l'information, critique de la logistique du « glissement de la prérogative politique »,* collection Labyrinthes, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2005.

Robert, Pascal, *Une théorie sociétale des TIC*, Paris, Hermès, 2009.

Robert, Pascal, *Polyptyque, pour une anthropologie communicationnelle des images*, Hermann, Paris, 2015.

Références pour la section 5.2

Hakim Hachour, Naserddine Bouhaï et Imad Saleh (dir.), *Frontières numériques et savoir*, L'Harmattan, Paris, 2016.

Dubey, Gérard, 2008, « Nouvelles techniques d'identification, nouveaux pouvoirs. Le cas de la biométrie », Cahiers internationaux de sociaologies 2008/2, pages 263 à 279

Nova, Nicolas, *Les médias géolocalisés, Comprendre les nouveaux espaces numériques*, Editions Fyp, Limoges, 2009.

Robert, Pascal, 2014, « Critique de la gestionnarisation », *Communication & organisation*, n° 45, PUB, 2014.

Robert, Pascal, *Polyptyque, pour une anthropologie communicationnelle des images*, Hermann, Paris, 2015

Références pour la section 5.3

Bertho-Lavenir, Catherine, *Télégraphes et téléphones : de Valmy au microprocesseur*, Le Livre de Poche, Paris, 1981.

Boorstin, Daniel, *Histoire des Américains*, Robert Laffont, Paris, 1991.

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577

Desrosières, Alain, *Prouver et gouverner. Une analyse politique des statistiques publiques*, La Découverte, Paris, 2014.

Griset, Pascal, *Les Révolutions de la communication*, Hachette, 1991.

Hibou, Béatrice, *La Bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, La Découverte, Paris, 2012.

Haroun Jamous, Pierre Grémion, *L'Ordinateur au pouvoir. Essai sur les projets de rationalisation du gouvernement et des hommes*, Le Seuil, Paris, 1978.

Joannidès, Vassili, Jaumier, Stéphane, « De la démocratie en Amérique du Nord à l'accountability à la française, Comprendre les origines sociopolitiques de l'accountability », *Revue française de gestion*, 2013/8 (N° 237).

Robert, Pascal, *La logique politique des technologies de l'information, critique de la logistique du « glissement de la prérogative politique »,* collection Labyrinthes, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2005.

Stanziani, Allessandro, *Histoire de la qualité alimentaire (XIXe-XXe siècle),* Seuil, Paris, 2005.

Références pour la section 5.4 et Conclusion

Coutant, Alexandre et Stenger, Thomas, « ces réseaux numériques dits sociaux », Hermès, n° 59, 2011/1.

Habermas, Jürgen, *La technique et la science comme « idéologie »,* Gallimard, Paris, 1973.

Hibou, Béatrice, *La Bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, La Découverte, Paris, 2012.

Honneth, Axel, *La société du mépris*, La Découverte, Paris, 2008.

Pezet, Eric, *La société managériale : essai sur les nanotechnologies de l'économique et du social*, Editions La Ville brûle, Montreuil, 2010.

Robert, 2007, « L'usage en questions », in *L'usage en travaux*, sous la direction de D. Liautard et G. Puimatto, Les dossiers de l'ingénierie éducative, Scéren/CNDP, Paris, 2007 et ici même chapitre 3.

Walczak 2014, *La protection des données personnelles sur l'Internet. Analyse des discours et des enjeux sociopolitiques,* Thèse de doctorat : Université Lumière Lyon 2, juillet 2014.

Published in : Pascal ROBERT (dir.), *L'impensé numérique. Tome 2 : Interprétations critiques et logiques pragmatiques de l'impensé*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003577, doi : 10.17184/eac.9782813003577